

## AVEC LA PERSISTANCE DU «BEAU» TEMPS :

# Des céréaliers de Bouira crient à la catastrophe

**De la résignation se lisait en ce samedi 6 février 2016 sur les visages de Djamel et Said ; deux céréaliers ayant chacun plus de 100 hectares emblavés du côté de Oued El Berdi, tout près de Bouira. Leurs vastes champs de blé qui étaient il n'y a pas si longtemps, un très beau tapis vert annonciateur d'une bonne récolte, est aujourd'hui tout jaune, signe d'une désolation et d'une catastrophe annoncée. Sur leurs visages se lisait une résignation face au ciel, face à la nature mais se dégageait aussi une certaine colère, une certaine amertume.**

«Vous voyez ces vastes espaces jaunâtres ; au début du mois de décembre, je m'attendais à une très bonne récolte pour cette saison... Et cette terre est mon unique source de revenus pour ma famille», dira avec amertume Djamel qui poursuit : «Actuellement, avec la persistance du beau temps, du maudit temps, je dirais, c'en est fini de mes espoirs quant à une bonne récolte, ou même une récolte tout court. Nous courons droit vers une catastrophe».

Djamel tout comme son ami Said, lui aussi agriculteur, diront que le plateau de Oued El Berdi est victime d'une politique agricole tordue. «Sinon comment expliquer que le fameux projet d'irrigation du plateau d'El Esmam depuis le barrage de Tilesdit n'ait pas inclus notre périmètre qui est pourtant parmi les plus vastes et les plus rentables en céréales au niveau de la wilaya de Bouira ?», s'interrogent-ils.

«Nous avons tapé à toutes les portes pour amener les res-

pensables de l'hydraulique à inclure nos terres parmi le périmètre irrigué du barrage Tilesdit mais jusqu'à présent, aucune suite favorable ne nous a été donnée». «C'est presque

du mépris à notre égard», dira encore Djamel.

Cela étant, pour notre interlocuteur, cette année, et même si elle est annonciatrice d'un désastre pour eux, si les pouvoirs publics venaient à se rendre à l'évidence que ce vaste périmètre qui va depuis Oued El Berdi jusqu'à El Hachimia et qui compte plus de 3000 hectares, ne pourra plus survivre aux aléas climatiques, et que seule l'extension du périmètre irrigué d'El Esmam incluant ces terres, pourra le sauver, alors « nous pouvons

dire que la sécheresse de cette année aura servi à quelque chose».

Car, ce qui est certain selon nos deux interlocuteurs, est qu'avec les changements climatiques présents et à venir, seule l'irrigation d'appoint pourra sauver leurs terres agricoles qui pourront même servir pour les cultures maraîchères.

Au fait, n'est-ce pas que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, parle à chacune de ses sorties de la nécessité de valoriser les terres agricoles avec création de nou-

veaux périmètres irrigués là où c'est possible ? Alors !

Pour rappel, au niveau de la wilaya de Bouira, ce sont pas moins de 72 000 hectares qui ont été emblavés lors de la présente saison avec 41 403 hectares pour le blé dur, 11 572 ha pour le blé tendre, 16 805 ha pour l'orge et enfin, 1487 ha pour l'avoine. Lors de la précédente saison agricole 201/2015, la wilaya de Bouira avait récolté plus de 1,7 million de quintaux et la surface irriguée était de 3000 hectares.

Y. Y.

## DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE AÏN DEFLA

# Les effets pervers de la centralisation

**Depuis de nombreux mois, ces services, selon des sources concordantes, l'avis est unanime «nous chônons puisque nous ne pouvons plus délivrer aux personnels des documents ayant trait à leurs traitements et salaires parce que les données de base sont et demeurent centralisées au niveau des services comptables de la Direction de l'éducation.**

«Nous ne recevons plus de folios, nous ne savons plus qui touche quoi et qui ne touche pas, qui est payé et qui ne l'est pas, combien il est payé, nous ne savons plus à qui ont été opérées des retenues, nous ne sommes plus informés des versements des différentes indemnités ni d'aucun changement dans la situation comptable de nos personnels et de ce fait, nous ne pouvons délivrer même pas une ATS (Attestation des traitements et salaires) document exigé par la Cnas pour l'établissement de carte Chifa».

Tel est le tableau que nous ont dressé unanimement les différents responsables à travers la multitude d'établissements de la wilaya.

Cette situation est, sans doute, une des raisons qui font que chaque jour de réception, la Direction de l'éducation est prise d'assaut par des centaines d'enseignants qui sont obligés de se déplacer de toutes les régions

de la wilaya pour se faire délivrer des documents comptables les concernant.

Le pire c'est que quand ces personnels se présentent au service de comptabilité, on leur dit «retourner voir les gestionnaires de vos établissements, ils n'ont qu'à vous établir des documents «type», ils savent ce qu'il faut faire, ils ont l'habitude», entendons par là un document approximatif voire virtuel, non conforme au réel.

De retour dans leurs établissements, les fonctionnaires se voient répondre par les gestionnaires «nous ne pouvons pas vous établir de documents comptables parce que nous n'avons aucune donnée» et, ainsi, les personnels sont ballotés entre les établissements et la Direction de wilaya et pâtissent de la façon dont est géré le service de comptabilité de la Direction de wilaya. Ainsi, agents et enseignants ne savent plus quoi faire.

Les formations syndicales Unpef et Cnapest ont, pourtant, tiré la sonnette d'alarme sur cette situation, mais rien ne semble changer, et le service de comptabilité de la Direction de l'éducation continue à gérer seul en marginalisant les services des traitements et salaires des établissements.

Pourtant, le ministère de l'Education nationale d'une part et celui des Postes et Télécommunications ont mis à la disposition des Directions de l'éducation tous les moyens informatiques modernes, tels les réseaux intranet ou même le mail, pour transmettre le moindre «frémissement» qui peut survenir dans la situation comptable d'un membre du personnel et qui peut être transmis d'un simple «clic» aux établissements concernés sans que les chefs d'établissements et autres intendants aient à se déplacer jusqu'à Aïn Defla, pour s'enquérir des changements de situations comptables des personnels dont ils ont la charge.

A ces moyens très performants, bénéfiques pour tous, à la Direction de l'éducation de Aïn-Defla, on préfère continuer avec les moyens classiques (produits consommables,

papers et imprimantes) dont on pourrait faire l'économie, à l'heure justement où tout le monde recommande la gestion rationnelle des moyens.

A qui incombe la responsabilité de cette situation néfaste pour tous qui perdure, surtout quand on sait que M<sup>me</sup> la ministre a multiplié les réunions avec les responsables de wilaya leur demandant d'être plus efficaces et plus performants, de se mettre au diapason de la gestion la plus économique, la plus rentable pour le secteur, un secteur aussi sensible que celui de l'éducation, il semble que ses recommandations demeurent lettre morte à Aïn Defla.

Nombreux sont les cadres et fonctionnaires de l'éducation qui s'interrogent : «Le premier responsable du secteur est-il au courant de cette marginalisation des services des traitements et salaires des établissements, si tel est le cas, a-t-il le droit de l'ignorer ?» Nombreux aussi sont ceux qui espèrent que des inspecteurs soient dépêchés sur les lieux pour constater les faits et se rendre compte de la situation qui prévaut et qui perdure depuis de nombreux mois.

Karim O.

## BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

# L'Ansej, à l'heure des bilans

**Le régime de la création d'entreprise (Ansej) est une loi visant à aider les jeunes issus des centres de formation, ou diplômés de l'université pour créer leurs propres entreprises. Selon l'exposé des motifs de la loi, cette initiative vise à stimuler la croissance par un régime incitatif pour qui souhaite mener une activité indépendante, vu le contexte de détérioration aggravée de l'emploi.**

Qu'en est-il sur le terrain ? Sur les 23 687 dossiers déposés dans le souci de bénéficier d'un crédit Ansej, seuls 12.662 ont été éligibles et ont bénéficié d'un crédit bancaire d'un montant de plus de 16 milliards de dinars et 660 millions de centimes.

Ce gros investissement a permis le financement de 4 946 auto-entreprises, qui a généré

14 748 emplois. Aussi, il est à signaler que 543 promoteurs diplômés de l'université, et 449 promoteurs ont bénéficié d'une formation pour une meilleure gestion de leur entreprise, la formation s'est déroulée en 29 sessions.

Cependant, la réalité, hélas, écorne le rêve du jeune auto-entrepreneur (Ansej).

En effet, les entreprises du BTPH ne trouvent pas de main-d'œuvre qualifiée, idem pour les menuisiers et ébénistes, les plombiers chauffagistes, les électriciens du bâtiment et industriels, la mécanique générale ou industrielle, l'agriculture etc.

Les jeunes désœuvrés sollicités sont allergiques au travail, peu portés à l'effort surtout un manque d'appétence au travail manuel, et enclins à différer le plus possible l'entrée dans la vie active sur un autre volet de la gestion Ansej, cette dernière dénombre 316 dossiers de litiges contentieux, dont 81 promoteurs ont été saisis par voie

de justice pour non-respect des échéanciers de paiement, ce qui représente un montant de plusieurs milliards de centimes qui ont été recouverts par la force de la loi, pour les 229 promoteurs restants, ils attendent une décision de la banque pour le prolongement des échéanciers de paiements.

Les promoteurs contactés ne comprennent pas le caractère rigide de la décision de la banque quant aux remboursements de la dette contractée, sans délais comme solution ultime, alors que le problème est élastique.

Layachi Salah-Eddine

### BLIDA

## Prestation de serment pour 50 inspecteurs de police

50 inspecteurs de police, ayant le grade d'officiers judiciaires, ont prêté hier serment à la cour de justice de Blida.

Plusieurs cadres de la Direction générale de la Sûreté nationale ont pris part à cette cérémonie, de laquelle les nouveaux inspecteurs de police pourront exercer officiellement leur fonction dans le cadre de la mission qui leur est dévolue, celle de protéger le citoyen et ses biens.

D'après l'article 12 du code de procédure pénale, ces officiers judiciaires seront chargés des enquêtes et investigations sur les crimes et la collecte des preuves ainsi que la recherche des coupables, et ce, avant l'instruction de la justice.

A noter que ces officiers ont bénéficié d'une formation de trois mois au niveau de l'Institut national de la police criminelle situé à Saoula, dans la wilaya d'Alger.

M. B.